l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50 F | Adresse : B.P. 365 75064 Paris Cedex 02 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES DE FRANCE | Numéro spécial d'ESSAI mardi 25 février 1975

UNE SEULE VOIE EFFICACE POUR LES OUVRIERS DE LA REGIE RENAULT

Classe contre classe !

Des ouvriers de la Régie Renault nous ont communiqué Dimanche une analyse de la situation dans les ateliers de Boulogne-Billancourt, dont nous extrayons le passage suivant:

... Pour pouvoir mener la lutte à bien, il faut analyser comment se sont déroulés les événements, et il est intéressant de voir comment les directions syndicales, en particulier la CGT, font tout pour casser le mouvement, et faire la division.

En fait, la direction de Renault pourrait dormir sur ses 2 oreilles, car l'attitude de la direction CGT démoralise les gars, et vise à les démobiliser.

Voilà comment se sont déroulés les événements depuis lundi.

Au département 38

Les O.S. soudeurs partent en grève illimitée pour le «170 maxi». Vendredi, la direction fait retirer des pièces pour sortir ailleurs la production, et les ouvriers s'y opposent en bloquant les sorties.

Les différentes manœuvres de la CGT :

— D'abord, ils disent «il faut donner le temps à la direction« (!) (ce qui veut dire, reprenons le travail, et attendons le 18 mars, jour de discussion patronat-syndicats).

— Ensuite, ils font de la démagogie et du tapage pour les heures de grève payées. Ils veulent faire reculer le mouvement. Bien sûr que les ouvriers veulent les heures de grève payées, mais s'ils font grève c'est pour obtenir le «170 maxi». C'est le «170 maxi» qu'ils veulent.

— Vendredi, un permanent fit une proposition «d'action». Faire voir au patron que les ouvriers ne sont pas contents en faisant signer une pétition par tout le monde ! Là, ils font encore la division, car ils n'appellent pas à se joindre à la grève.

— Dans le même temps, vendredi, la CGT, après une petite controverse, avec la CGT et la CFDT du 77, appelle à un meeting à l'*extérieur* de l'usine, alors que nous occupons. De plus, propose aux travailleurs immigrés d'aller en délégation à «l'Office national de l'immigration».

Tout ceci ne vise qu'à diviser les gars dans l'action en les faisant sortir de l'usine, et à les démobiliser en comptant pour ça sur le week-end.

Complètement ecœurés, les ouvriers du 38 ne discutent plus avec les types de la CGT, et de fait, ceux-là sont isolés.

Au département 77

Ce sont des professionnels dont les revendications sont :

— 300 F pour tout le monde,
— 20 points de plus pour leur coefficient.

Depuis lundi, il y avait quelques débrayages, et mercredi, c'était la grève presqu'à 100 %.

Jeudi : la CGT veut faire voter l'équipe du matin pour la reprise du travail. Quand on voit leur tract où il est souvent question de «démocratie syndicale et ouvrière», *seuls les syndiqués pouvaient participer au vote (!).* Malgré le vote fait, l'équipe du matin décide de faire le vote avec l'équipe du soir ; là, le vote s'est fait avec *tout le monde*, et le résultat était pour la continuation de la grève.

Vendredi : à un nouveau vote, seulement 18 étaient pour la reprise du travail. Certano (CGT), secrétaire du C.E., reprenant les arguments de la direction «Si vous continuez, la direction va nous lock-outer... vous êtes isolés... attendez le 18 mars... ». Là, il s'est fait purement mettre à la porte par les professionnels.

A la sellerie, au 2e étage dont les revendications sont «170 maxi» pour tous et 300 F pour tous.

Quand les gars ont été en grève, la direction a voulu mettre des non-grévistes de la chaîne R6 sur la chaîne R4. Des grévistes se sont couchés sur la chaîne pour empêcher la production de sortir, ce qui est tout à fait normal.

Encore deux manœuvres de la direction CGT :

— Des militants CGT sont accourus en traitant les ouvriers de tous les noms, entre autres d'irresponsables gauchistes (!)

— Un délégué CGT incitait à la reprice du travail, et faisait la division entre O.S. et O.P., en disant aux travailleurs arabes dans leur langue *«cette grève ne nous concerne pas, eux (les ouvriers professionnels), ils ont leurs femmes qui travaillent, tandis que les nôtres ne travaillent pas, ...» (!).*

Les départements 51 - 54 et 55

Ce sont des professionnels, ils n'ont pas d'atelier fixe, donc ils peuvent être éparpillés dans toute l'usine. Là, la CGT a une certaine influence, et c'est intéressant de voir quel rôle veulent faire jouer Sylvain, Certano et Cie à ces départements. Un rôle d'avant-garde... dans la démobilisation et la reprise du travail.

Vendredi au meeting où Sylvain s'est fait siffler pour avoir traité les ouvriers d'irresponsables qui empêchent les autres de travailler (!), ces départements ont débrayé et après ont repris le travail à l'appel de la CGT.

La direction CGT voulait, que ces départements entraînent les autres en grève à reprendre le travail comme dans l'arène, après s'être amusé avec le taureau, pour le faire sortir, on l'attire avec un troupeau de vaches.

Pour faire aboutir nos revendications, nous devrons être vigilants à l'égard des manœuvres de diversion et de division de Sylvain et Cie.

Il est à noter aussi que si la CFDT pouvait à certains moments soutenir et même diriger la lutte, souvent ce n'est que pour se retrouver d'accord quelques jours plus tard avec la direction CGT...

CE SOIR - 20 h 30
à la Mutualité

MEETING
anti-impérialiste
contre les deux
superpuissances

organisé par
le CILA
et le MNSPI

A Bruxelles le 28 fevrier et le 1er mars

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR L'ALBANIE

«Les amis de l'Albanie nouvelle»(*) association d'amitié entre les peuples belge et albanais, organise en Belgique, à la fin de ce mois, un colloque international sur l'Albanie sous la présidence d'honneur de M. Léon-Eli Troclet ministre d'Etat, Professeur à l'université libre de Bruxelles et de Son Excellence Javer Malo, ambassadeur de la République populaire d'Albanie à Paris et à Bruxelles.

Le programme du colloque prévoit un large éventail de sujets, allant de l'histoire de l'Albanie avant 1944 à la politique internationale de l'Albanie socialiste en passant par la santé publique, l'économie socialiste, l'émancipation de la femme albanaise, l'instruction et la culture en Albanie socialiste, etc.

D'ores et déjà se trouvent annoncées les participations de délégués belges, français, italiens et albanais: Parmi ces derniers, citons MM. Tago Adami et Petro Lalaj, professeurs de l'université de Tirana ainsi qu'une déléguée de l'Union des femmes albanaises.

(*) «Les amis de l'Albanie nouvelle» (Président : M. André Vogel — professeur de sociologie) — siége social : 1060 — Bruxelles — 32, rue Krickx.

A PROPOS DE CHYPRE ET DES MANOEUVRES DE L'URSS

Lu dans la presse grecque...

Le journal grec «*Acropolis*» dénonce dans un article récent le rôle que joue l'URSS en Méditerranée orientale.

Après avoir rappelé la conduite des maîtres de Moscou, en juillet dernier, à Chypre qui a été de «*soutenir monsieur A contre monsieur B, aujourd'hui et demain à faire le contraire*», l'article indique :

«*Il est dans l'intérêt de l'Union Soviétique de susciter à Chypre conflits et confusion... Il est aussi dans l'intérêt de Moscou d'étendre le conflit dans les relations entre la Grèce et la Turquie... Il est encore plus dans l'intérêt de l'Union Soviétique d'amener ce conflit au point d'eruption plutôt que d'y mettre un terme*».

«*Pour pêcher en eau trouble, les mig soviétiques poursuivent les phantom ou F 104 américains portant tous des drapeaux grecs ou turcs. Si une guerre éclate entre la Grèce et la Turquie, l'Union Soviétique ne reculera devant rien pour prendre possession du détroit de Bosphore et s'introduire dans la Méditerranée en vue de réaliser le rêve longuement caressé par les vieux tsars.*

... Depuis le début, les intérêts de l'Union Soviétique ont été mieux servis par la querelle entre la Grèce et la Turquie, par conséquent, la politique russe n'est nullement guidée par des sentiments pro-grecs, pro-turcs ou inversement, mais par les intérêts des russes eux-mêmes, les intérêts de la mère russe et rien d'autre. C'est une précieuse leçon pour nous tous».

SUISSE

Une declaration positive ...

Rudolf Gneagi, chef du département militaire fédéral de Suisse a déclaré, lors d'une réunion tenue le 17 février à Coire, en Suisse orientale, que «*les mesures de sécurité de notre pays sont déterminées par la politique mondiale et ne peuvent être différées en aucune manière. Le seul fait que 80 % des 200 milliards de dollars dépensés annuellement dans le monde pour les armements sont supportés par les pays membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie doit certes nous faire réfléchir...*

... Au milieu d'un monde en crise et ébranlé par des guerres, la Suisse doit passer d'une politique de défense essentiellement militaire à une défense totale. La politique de sécurité de la Suisse consiste dans le maintien de la paix, dans la liberté et l'indépendance».

Une telle déclaration révèle chez certains dirigeants européens une prise de conscience du danger de guerre mondiale et de la nécessité de s'y préparer des maintenant : cela gêne les deux superpuissances dans leurs manœuvres et contribue à les isoler.

EN EUROPE DU NORD

La revue américaine «The Call» a publié dans son dernier numéro, un article dénonçant la rivalité acharnée qui oppose les deux superpuissances en Europe du Nord : l'article indique notamment :

«*60 % des sous-marins de l'Union Soviétique sont déployés dans les eaux du nord, et 45 % de ses vaisseaux de guerre fréquentent les ports du nord. Aujourd'hui, l'Union Soviétique est en train de renforcer ses forces déjà massées dans sa base navale de la presqu'île de Kola, dans le but de créer une «ligne de défense» constituée de sous-marins s'étendant de Kola jusqu'au Groeland, à l'Islande et aux îles de Feroë. Cette «ligne de défense» représente en fait un cercle offensif de sous-marins nucléaires stratégiques, prêts à soutenir toute agression militaire que l'Union Soviétique pourrait déclencher contre le continent européen. Ces activités navales sont une des manifestations de la constante pénétration soviétique en Europe, dont le contrôle fait l'objet d'une compétition acharnée entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis*».

AU JAPON :

Le comité de la préfecture Chiba du parti communiste japonais (gauche) — ainsi se nomme le parti marxiste léniniste au Japon — dénonce le pillage des ressources marines commises par les flottes de pêche soviétiques dans les eaux territoriales japonaises ; il s'en prend aux activités d'espionnage de ces opérations de pêche et à la volonté de domination qu'elles recouvrent (19 février).

CAMBODGE

1 000 soldats lonnoliens déposent les armes

— Pendant près d'un mois les troupes fantoches ont tenté de tenir l'île Peam Reanig sur le Mekong ; 5 bataillons se sont relayés dans l'île sans pouvoir briser l'encerclement des Forces Populaires de Libération : le 16 février, les 1 000 survivants des cinq bataillons ont dû se rendre.

— La clique de Lon Nol échoue dans toutes ses tentatives pour réouvrir le Mékong : depuis des semaines maintenant, l'artère vitale de ravitaillement de la capitale est ainsi coupée.

— Selon les agences de presse occidentales, un nouveau front serait ouvert par les Forces Armées Populaires dans la province de Battambang, au nord-est du pays ; à Battambang même, la population s'est levée par milliers pour réclamer du riz et s'opposer à la hausse vertigineuse des prix.

AMERIQUE CENTRALE :

la guerre de la banane continue

Les 7 pays producteurs de banane — Equateur, Colombie, Panama, Honduras, Costa Rica, Guatemala, Nicaragua — viennent de se réunir à Guayaquil pour coordonner leurs actions face aux grosses sociétés U.S. ; à eux tous, ils exportent 65 % des bananes dans le monde, les trois compagnies U.S., «United Brands» (ancienne United Fruit), «Standart Fruit» et «Del Monte», exploitent les plantations et tirent des super profits du commerce bananier.

L'«United Brands» par exemple exploite 230 000 ha des meilleures terres du Costa Rica, 30 000 ha du Panama, 60 % des terres du Honduras ; elle contrôle entre 80 et 90 % de l'exportation des bananes du Honduras, Guatemala, Panama. Ces grandes sociétés ont extorqué des super profits gigantesques et profite à plein de l'échange inégal.

En 1965, il fallait 1 tonne de bananes pour acheter 1 tonne de barre d'acier aux pays latins américains ; en 1974, il leur en fallait quatre fois plus.

Le pillage économique s'accompagne du contrôle politique les sociétés U.S. font la loi, rédigent des «codes et des règlements», donnent des ordres veulent faire et défaire les gouvernements. Pour les 80 000 travailleurs des plantations, c'est l'enfer ; aussi ont-ils déclenché grèves et luttes pour s'emparer des terres.

Depuis 1972, les pays producteurs de banane ont resséré leurs rangs et en septembre 74 ont annoncé la formation de l'union des pays exportateurs. Première mesure décidée : une surtaxe de 2,5 cents U.S. pour une livre de bananes.

Aussitôt représailles coté sociétés : l'United Brands a suspendu le ramassage et l'embarquement ; la Stantard Fruit a licencié des ouvriers et arrêté l'exportation, etc...

Les représailles ont échoué face au front commun des pays producteurs ; à Panama une campagne de masse de plus d'un mois (manifestations, collectes, meetings,...) a joué un grand rôle dans la bataille ; l'United Brands a du céder sur toute la ligne.

Mais la guerre de la banane continue ; les pays producteurs sont à l'offensive : ils envisagent le contrôle des sociétés et le rachat des terres pour les mois qui viennent.

ABONNEMENT

Dans une première étape nous ne publierons l'Humanité rouge que trois fois par semaine, étape de lancement durant laquelle nous maintiendrons la publication d'un bi-mensuel.

(Ecrire en MAJUSCULES s.v.p.)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Tri-hebdo (6 mois) : Pli ouvert	75 F - pli fermé	172 F
Bi-mensuel (6 mois) : Pli ouvert	30 F - pli fermé	59 F
Tri-hebdo et Bi-mensuel (6 mois) : Pli ouvert	100 F - pli fermé	230 F

C.C.P. 30 226 72 - La Source

Nouveau Bureau d'Editions

— NBE —

Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial

par Philip Kota — dirigeant des syndicats albanais

Prix : 12,90 F — disponible à :

E-100 — 70, rue de Belleville 75020 — Paris

le 21 février à Marseille

UN IMPORTANT MEETING REUSSI

350 personnes ont participé vendredi soir au meeting organisé par l'Humanité rouge sur le thème *«La Méditerranée aux peuples de Méditerranée»*.

C'est un évènement important car il a manifesté concrètement l'unité militante des peuples de Méditerranée contre les deux superpuissances.

Dans une atmosphère de solidarité chaleureuse et fraternelle, en effet, sont intervenus tour à tour :

— des camarades marxistes léninistes turcs (par un texte lu par un camarade français en raison de la répression) ;

— un camarade marxiste-léniniste tunisien ;

— un membre du Bureau Politique du Parti Communiste d'Italie (marxiste-léniniste) ;

— une militante du comité de lutte contre les deux superpuissances nouvellement crée à Marseille ;

— la camarade Camille Granot au nom de l'Humanité rouge .

Un montage de diapositives a illustré le danger social-impérialiste en Méditerranée ; à l'occasion du meeting, un camarade a chanté une chanson qu'il a composée, sur le thème *«La Méditerranée aux méditerranéens»*.

Chanson, montage, orateurs ont été vivement applaudis : ainsi que les mots d'ordre centraux *«Hors de Méditerranée les deux superpuissances, La Méditerranée aux peuples de Méditerranée»*.

Vendredi soir, a soufflé a Marseille l'esprit de Manouchian et de ses compagnons, eux, tous camarades étrangers qui ont combattu contre l'impérialisme nazi sur notre sol et ont donné leur vie pour l'indépendance et la liberté des peuples.

Le meeting de Marseille augure bien des succès à venir du combat contre l'impérialisme et l'hégémonisme qu'il nous faut mener et renforcer dans notre pays.

Une collecte pour l'Humanité rouge quotidienne a rassemblé 700 F.

*****

Dans le cadre de la journée anti-impérialiste du 21 février, une cinquantaine de personnes se sont réunis à Clermont-Ferrand sur le thème *«le social-impérialisme, danger principal en Europe»*, l'intervention de Camille Granot a été suivie d'un débat ; la souscription pour l'Humanité rouge quotidienne a rassemblé 90 F.

METZ

Les trotskistes soutiennent le révisionnisme

Deux de nos camarades sont intervenus dans un meeting organisé à Metz par les trotskystes de la «Ligue communiste révolutionnaire». En posant de nombreuses question, ils montrèrent la véritable nature d'auxiliaires du révisionnisme que sont les trotskystes. Ils obtinrent des réponses ou des justifications plus que floues lorsqu'ils dénoncèrent les mots d'ordre de la LCR (gouvernement sans ministres bourgeois, gouvernement des organisations ouvrières, etc...) le caractère contre-révolutionnaire de la campagne anti-militariste qu'ils orchestrent avec l'aide des révisionnistes et l'opportunisme général de leur programme (semaine de 35 heures, etc...). Nos camarades ont également montré et fait circuler l'affiche H.R. sur l'armée. Ils ont répondu aux contre-vérités des trotskystes du genre «Il n'y a pas de crise en URSS...»

A bas le trotskysme, chien de garde du révisionnisme !

Correspondant H.R. de Metz.

BORDEAUX

L'U.E.C. à l'avant garde de la fascisation

Janvier 75 : faculté des lettres de Bordeaux.

L'UNEF renouveau, façade de l'Union des Etudiants Révisionnistes demande au conseil d'université que lui soit attribué le local dont dispose l'UCAB depuis 69.

Qu'est-ce que l'UCAB ? Une organisation de masse étudiante qui s'est opposée avec efficacité à la politique de collaboration des révisionnistes à l'université.

20 janvier : l'UCAB organise un meeting, et coince les pontes réactionnaires qui se contredisent et cherchent à gagner du temps.

Soudain des membres d'un commando de l'UE«C» agresse un participant. Un des révis sort une paire de tenaille de sa poche et menace les étudiants qui forcent le commando à se disperser.

C'est là une illustration du social-fascisme : collaboration avec les plus réactionnaires des bonzes universitaires les révis prennent la tête de la répression.

20 millions au 1er Mars

EN AVANT... TOUTE !

Oui, «En avant, toute vapeur» comme on dit dans la marine. C'est bien ce qui semble se réaliser depuis quelques jours pour la souscription des 20 millions au 1er mars.

La transmission des fonds s'accélèrent et les efforts redoublent de partout. Tous nos camarades et amis sont sur le pont , à l'offensive. Vendredi 20 février au soir, le cap des 13 millions était nettement dépassé puisque le total atteignait 132.433 francs (près de 13 millions 250 000 anciens francs). Il n'y a plus une minute à perdre dans cette bataille !

Osons nous adresser aux masses ! et la bataille de l'H.R. quotidienne sera gagnée !

dans notre courrier ...

«... 17 février 1975 —

Le tri-hebdo veut beaucoup trop en dire et donc, vu le manque de place, il ne développe pas assez certains points importants. Beaucoup trop de titres et pas assez d'analyses. De plus il y a parfois un certain décalage avec l'actualité immédiate, et, si ce n'est pas le cas, on reçoit l'information sous forme d'un titre ou d'un flash (surtout pour ce qui est des échos de luttes d'usines...)

C'est là, bien entendu, une contradiction nouvelle entre l'hebdo (qui vu, son recul avec l'actualité et le nombre relativement important de ses pages, pouvait faire des analyses politiques élaborées, contribuant ainsi dans une large mesure à l'éducation m.l.) et le tri-hebdo (phénomène inverse) que nous devrons étudier sous tous les angles afin de la résoudre correctement.

C'est pour cela d'ailleurs, que nous considérons les Nos d'essai, comme une excellente chose, car ils nous permettent de voir nos erreurs et nos insuffisances et d'en tirer les leçons pour l'avenir».

CDHR de Roscoff.

— Tract daté du 15 février 1975, sous le titre «l'Humanité rouge» avec le sigle «publication des communistes marxistes-léninistes de France» Issy-les-Moulineaux» comportant un article : «Renault : soutien total aux caristes en grève». A été distribué aux abords de la Régie sur le marché Gévelot.

CDHR Overney.

— Tracts envoyés par notre correspondant à Metz :

- sous le titre «l'Humanité rouge» «Cheminots soutiens ton quotidien» a été distribué aux agents de la SNCF ;

- sous le même titre : «Travailleurs soutenez votre futur quotidien de classe !» a été diffusé dans différents quartiers de la ville de Metz.

A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS

Dans la cadre des expériences d'édition et diffusion préparant l'H.R. quotidienne, nous essaierons de publier le vendredi 28 février un numéro de huit pages.

Ce journal sera disponible à Paris dès l'après-midi du jeudi 27 février et nous ferons en sorte qu'il parvienne en province avant le dimanche, afin qu'il puisse être diffusé par nos militants.

Son prix de vente passera à un franc.

En Mayenne les paysans travailleurs s'organisent en association

Les paysans travailleurs de la Mayenne organisaient, le 17-2-75, une conférence de presse pour annoncer leur récente création en association.

«Nous constatons, disent-ils, que l'unité du monde agricole est un mythe soigneusement entretenu par les pouvoirs publics, les gros agriculteurs et les notables, pour qui nous servons d'infanterie pour des revendications qui ne servent qu'à une certaine catégorie d'agriculteurs. Les récentes négociations de Bruxelles en sont (encore) la preuve».

Leurs objectifs :

— Maintenir à la terre le maximum d'agriculteurs en luttant contre le capital et le droit de propriété privée pour imposer le droit au travail ;

— Lutter contre «les industries agroalimentaires» pour obtenir un revenu garanti, et le paiement par elles du prix de revient jusqu'à un quantum à déterminer ;

— Etablir des liens avec la classe ouvrière et les salariés de l'agriculture.

Cette création nous apporte la preuve une nouvelle fois, que les paysans sont de plus en plus nombreux à prendre conscience de la nécessité de mener une lutte de classe conséquente et de renforcer leur alliance avec la classe ouvrière.

Correspondant paysan.

IDEAL-STANDARD (AULNAY)

683 licenciements... grâce aux revisionnistes!

Après s'être opposé à toute mobilisation pendant des mois, les dirigeants CGT ont opéré un brusque revirement de tactique en clamant qu'ils s'opposaient à tout licenciment et ont fait un grand battage avec conférence de presse — bidon —, visite de Ballander à l'usine et intervention devant la télévision. Histoire de faire croire que les révisionnistes sont actifs.

Ce qui est sûr, c'est qu'aujourd'hui les travailleurs éprouvent un profond dégout à l'égard des magouilles révisionnistes.

Lundi 17 au matin la CGT et la CFDT se sont réunis pour discuter des actions à entreprendre : décision d'occuper les locaux de la direction. Un seul oublié dans l'affaire : l'ensemble des travailleurs eux-mêmes qui n'ont pas été consultés ! (à cause de la soi-disant urgence de la situation). Les délégués CGT et CFDT en grève ont donc fait évacuer les locaux de la direction. Après quoi ils voulaient proposer l'occupation de l'usine : mais les travailleurs lassés des magouilles de toutes sortes l'ont très mal accepté, ils ont refusé la grève à la mode révisionniste. Le lendemain, la CGT, la CFDT, la CGC et la CFTC ont diffusé un tract commun appelant à l'occupation de l'usine, envisagée comme «seul moyen d'obliger le patronat et les pouvoirs publics à mettre sur pied les solutions permettant de sauvegarder l'emploi et le pouvoir d'achat». Il faut préciser que l'occupation des stocks avait déjà été proposée il y a deux mois par la CFDT et toujours ignorée par les révisionnistes.

Les révisionnistes n'avaient plus rien à craindre de l'occupation (sinon de regonfler leur prestige en déconfiture), ils ne s'engageaient donc pas à grand chose en proclamant «notre avenir est entre vos mains, à vous de dire ce que nous en ferons».

Le lundi matin une assemblée générale a lieu ; suivie d'un vote à main levée pour ou contre l'occupation : les travailleurs ont massivement refusé l'occupation. La CGT a alors proposé un nouveau vote à bulletin secret, la CFDT quant à elle s'est retirée. La conclusion de ce vote : pas d'occupation à la mode Rateau.

D'autre part, les lettres de licenciements sont parties : les 683 licenciements sont effectifs sans lutte.

A Blanc-Mesnil plusieurs dizaines de licenciements sont prévus depuis plusieurs mois. Certains travailleurs devant l'attitude de la CGT ont commencé à prendre leur compte.

Qu'ont fait alors les délégués CGT ? Ils ont été eux-mêmes demander à la direction que les licenciements soient envoyés, expliquant ensuite aux travailleurs qu'il vaut mieux partir avec une indemnité de licenciement que sans rien du tout.

A Dammarie, la direction a annoncé 300 licenciements. Le responsable CGT a alors déclaré qu'il valait mieux accepter ces 300 licenciements, dans la mesure où ils permettraient aux capitalistes d'Idéal Standart de renflouer leur société, et d'éviter d'autres licenciements ailleurs (!).

Correspondant H.R.

LES RESTRUCTURATIONS VONT BON TRAIN EN ALSACE

Le shéma classique. L'entreprise ferme et licencie les ouvriers ; une autre plus grosse la rachète et en reprend qu'une partie des ouvriers. C'est le cas de la SIAT à Altkirch reprise par Minerva France, de la société Kesser à Riedisheim reprise par Bouygues, de l'imprimerie Savernoise reprise par le groupe Morin.

Parfois des ateliers sont supprimés parce que leur présence diminue le taux de profit des patrons : c'est le cas du département plastique de la MAFAP à Mutzig, de la laiterie coopérative de Saverne.

Les entreprises rachetées sont souvent transformées ensuite en dépôt ou liquidées : c'est ce que veut faire l'Union des Brasseries à Pfaffenhoffen avec la brasserie Roehmer.

Indéfil à Selestat du groupe Rhône-Poulenc doit selon la direction fermer le 31 mars 75. Les travailleurs, syndiqués pour la plupart à la CFDT, ont fait grève à partir du 13 février. Le 14 février ils défilaient à Selestat avec ceux de la société Elbéo de Selestat en grève depuis le 6 février

L'usine Indéfil est occupée depuis le 17. Les grévistes demandent fort justement, avant tout, la garantie de l'emploi. Ils n'ont pas confiance dans les discours mensongers et démobilisateurs du directeur d'Indéfil.

Indemnites ou droit au travail

Contre les licenciements les travailleurs peuvent-ils compter sur des indemnités ? Ou doivent-ils refuser par tous les moyens de rejoindre les 100 000 chômeurs par mois, jetés dehors par les «restructurations» capitalistes ?

Les illusions sur l'accord d'emploi : d'abord.

— Les réductions d'horaires sont permises (avec réduction de salaires) comme «limitation des licenciements», alors que ça les prépare (comme à Idéal Standart) ;

— La direction peut simplement contraindre les ouvriers au « départ volontaire » avec moins de garantie encore ;

— Le maintien de l'indemnité un an dépend d'une commission paritaire : il faut prouver ses «efforts pour se reclasser» et ne pas refuser «sans motif valable» une offre d'emploi... Les patrons peuvent ainsi généraliser les contrats temporaires avec une main d'œuvre mobile ;

— La «suppression de poste» individuelle est permise. Résultat dans trois entreprises métallo de province : 7 licenciements de délégués CFDT acceptés par l'inspection du travail depuis décembre !

— L'indemnité est proportionnelle au salaire : ceux qui gagnent le moins, les ouvriers, auront très peu par rapport au cadre supérieur, alors qu'ils payent par leur travail 1/5 de son financement ;

— Pas d'indemnisation à 90 % pour les «nouveaux demandeurs d'emploi» les temporaires ni les employés de maison.

Mais surtout l'idée de cet accord, c'est d'accepter les licenciements en partant «avec le maximum de fric»... vers le chômage (surtout pour les vieux travailleurs, dans la métallurgie). Il faut un «motif économique» : Autrement dit les restructurations des capitalistes et leur crise économique doivent être acceptées comme de bonnes raisons de se faire licencier !

Travailleurs, ne comptez pas sur ces gens pour s'opposer aux licenciements. Ceux de Lip et de Hollenstein n'ont réussi à rejeter tout licenciement que par leur fermeté antipatronale et anti-révisionniste, leur direction collective et le soutien de la population.

EXCES POLICIERS CONTRE DES ALGERIENS

Dans son émission de 20 heures (heure locale), «Radio-Alger» chaîne 3 «en langue française) a donné, le 20 février dernier, l'information suivante (en substance) :

«Une descente de police a visé hier matin à 7 heures, la cité de transit des travailleurs algériens et de leurs familles du pont de Bezons, à Nanterre. Des femmes ont été insultées. Dix enfants de 9 à 13 ans ont été arrêtés et auraient été interrogés, certains étant déshabillés. Le mobile de cette intervention de la police française aurait été une plainte pour vol d'un billet de 50 F dans un pavillon voisin».

Les commentaires de «Radio-Alger» étaient indignés et protestaient contre la poursuite de telles pratiques de caractère raciste.

Aucun journal français n'a soufflé mot de cette affaire, assez grave cependant pour justifier l'intervention des organismes d'information de l'Etat algérien.

Dernière minute : Nous apprenons que le CDHR *«Fernand Yveton»* de Nanterre a aussitôt dénoncé ces actes scandaleux en diffusant largement un tract dans lequel il a révélé deux autres agressions racistes : l'une contre un travailleur marocain blessé par balle par des inconnus à Rueil, à la sortie de l'usine «Bernard Moteur», l'autre contre des ouvriers arabes en grève des loyers à Nanterre-ville agressés par un Kommando de nervis fascistes.

Halte au racisme sous toutes ses formes !

Grève a l'usine Elbeo de Selestat

Elle emploie 40 personnes et fait partie d'un trust d'Augsbourg en Allemagne. Les travailleurs, pour la plupart à la CFDT, sont en grève depuis le 16 février. La direction ne voulait pas respecter l'accord d'augmentation de salaire. Elle a cédé, mais refuse à présent de payer les jours de grève. Elle dit qu'elle voit d'un mauvais œil cette grève et veut faire effectuer à nouveau certains travaux par l'usine mère d'Augsbourg et veut en conséquence licencier 6 personnes. Elle tente de diviser les travailleurs.

La grève continue.

A PROPOS DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

«Il faut étudier la théorie de la dictature du prolétariat», tel est le titre d'un des articles de fond publié dans le No 7 de l'hebdomadaire «Pékin Information». L'exemplaire : 0,70 F, en vente à la librairie «Les herbes sauvages», 70, rue de Belleville — 75020 Paris.

Directrice de publication : Suzanne MARTY C.P.P.P. N° 47291 Imp. La Nouvelle n° 2112 Dépôt légal : 1er trimestre 1975